

**DGST/AR-2026-28  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE LA CIRCULATION ET  
DU STATIONNEMENT - 16 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER - DU 3 FEVRIER AU  
12 MARS 2026**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **SERPOLLET VALENTON TSA 70011 - chez Sogelink à 69134 DARDILLY CEDEX** - représentée par **Madame Laëtitia CALDARA**, ainsi que l'entreprise **GRDF 1 rue Jean-Pierre Timbaud à 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX, représentée par Monsieur Rachid HATTI** doivent réaliser des travaux de terrassement au 16 avenue Paul Vaillant Couturier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures de restriction de stationnement et de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers ;

**A R R È T E**

**Article 1** : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public et à exécuter des travaux de terrassement au 16 avenue Paul Vaillant Couturier du 3 février au 12 mars 2026. À charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4** : Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5** : Le stationnement sera interdit sur trois places au droit du chantier à tous les véhicules sauf ceux des entreprises GRDF et SERPOLLET VALENTON.

**Article 6** : La société SERPOLLET VALENTON devra impérativement mettre en place une déviation piétonne au niveau des passages protégés.

**Article 7** : Une interdiction de stationner, ainsi qu'un alternat seront mis en place par les entreprises si les conditions l'exigent :

- **Pour la circulation en alternat :**
  - Par signaux d'alternat temporaire KR11,
  - Par signaux K10,
  - Par panneaux B15 et C18,
- **Pour le stationnement** par panneaux B6a ou B6d,
- **Pour l'interdiction de dépasser** par panneaux B34.

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

- Article 8 :** La vitesse sera limitée à 30 km/h.
- Article 9 :** La zone de travaux devra être sécurisée avec des barrières de type ville de Paris.
- Article 10 :** Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.
- Article 11 :** Les entreprises devront mettre en place les moyens nécessaires pour maintenir le chantier et ses abords en parfait état de propreté.
- Article 12 :** Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.
- Article 13 :** Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.
- Article 14 :** Les entreprises procèderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.
- Article 15 :** Les activités de chantier sont autorisées **de 8 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi (sauf les jours fériés)**.
- Article 16 :** Les entrepreneurs seront et demeureront entièrement responsables de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.
- Article 17 :** Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.
- Article 18 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.
- Article 19 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.
- Article 20 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Élancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes,

21 JAN. 2026

Ali RABEH

Maire de Trappes

